

Jean-Pierre BRARD et Djeneba KEÏTA,



Contrat de législature 2007-2012

Ensemble, citoyens et partenaires

Dans notre société, la précarité, le chômage, les fins de mois difficiles sont le lot du plus grand nombre, et cette situation n'a cessé de s'aggraver depuis 5 ans.

Mais à l'autre pôle de la société la richesse s'accroît, les profits flambent, les cadeaux fiscaux, les stocks options et les « parachutes dorés » des grands patrons, engloutissent des milliards d'euros.

Nous refusons cette injustice et nous voulons que les richesses produites dans le pays soient utilisées et réparties autrement, d'une manière juste et pour préparer l'avenir de nos enfants.

Pour cela il faut rompre avec les politiques dictées par les dogmes libéraux : la toute puissance des lois du marché, le culte de la concurrence sans limites, la casse du droit du travail, la démolition des services publics, la marchandisation de la culture et du sport, la privatisation de la protection sociale, des retraites et de la santé.

Il faut en finir avec le moins disant fiscal et social, la surexploitation suicidaire et le pillage des ressources naturelles au détriment de la solidarité avec les pays en voie de développement.

Nous y opposons une autre politique inspirée de nos valeurs de gauche, humanistes, progressistes et écologistes : la solidarité, la justice, l'égalité dans l'accès au logement, à la santé, à l'éducation, au travail, à la protection sociale, le développement durable, le refus des discriminations, la démocratie participative, l'égalité et la parité homme-femme, les droits des travailleurs dans l'entreprise, le co-développement, l'économie et la finance mises au service des hommes, de leur dignité et de leur liberté.

Dans cet esprit, par le contrat de législature, nous faisons nôtres les objectifs qui y sont énoncés. Élaborés avec les Montreuilloises et les Montreuillois et en concertation avec les différentes formations politiques qui soutiennent la candidature de Jean-Pierre BRARD et de Djeneba KEÏTA, ces objectifs, ces propositions guideront l'action du député une fois élu.

REVIVIFIER LA DEMOCRATIE ET LA CITOYENNETÉ

- Pour favoriser la participation la plus large des habitants à la vie publique
- Pour l'amélioration de la démocratie représentative et le développement de la démocratie participative dans la perspective d'une 6ème République
- Conduire un ensemble cohérent de réformes institutionnelles profondes à soumettre à référendum, permettant un vaste débat national semblable à celui sur le traité constitutionnel européen
- Mettre en place le référendum d'initiative populaire et des conférences de citoyens sur des questions majeures

- Revaloriser le rôle du Parlement et élargir l'initiative parlementaire
- Introduire une part de proportionnelle dans le mode d'élection de l'Assemblée nationale
- Démocratiser le Sénat, notamment en le faisant élire au suffrage direct
- Rééquilibrer le pouvoir exécutif en renforçant le rôle du premier ministre responsable devant l'Assemblée nationale
- Supprimer le cumul entre un mandat parlementaire et un exécutif local,
- Limiter le nombre des mandats dans le temps
- Créer un véritable statut de l'élu, assurant sa disponibilité, son indemnisation,

- sa formation et la validation des acquis de l'expérience
- Renforcer les droits de l'opposition dans toutes les assemblées élues
- Instituer un mécanisme de révocation populaire des élus
- Accorder le droit de vote et d'éligibilité aux résidents étrangers à toutes les élections locales
- Renforcer la parité, notamment dans les exécutifs politiques locaux
- Défendre la laïcité et la loi de 1905
- Renforcer la prévention des dérives sectaires
- Garantir l'indépendance des médias vis à vis des puissances économiques
- Restaurer l'autonomie financière des collectivités locales
- Approfondir la décentralisation avec l'attribution des ressources fiscales appropriées

BATIR UNE SOCIÉTÉ DE PLEIN EMPLOI ET DE SOLIDARITÉ

- Pour réorienter le partage des richesses produites en faveur des salariés
- Pour améliorer le pouvoir d'achat et les conditions de travail en prenant en compte la pénibilité et le stress
- Revaloriser le SMIC, les bas salaires et les petites retraites
- Favoriser le développement des emplois qualifiés et l'accès des jeunes à l'emploi
- Généraliser progressivement la réduction du temps de travail dans le cadre de négociations de branche sans détériorer les conditions de travail ni les salaires
- Contrôler l'usage des aides publiques aux entreprises et les conditionner à des contreparties concrètes en termes de formation, de qualité et de stabilité des emplois
- Instaurer un dialogue social régulier – salariés – Etat – patronat
- Développer la démocratie sociale et conforter le rôle des syndicats notamment en mettant fin aux accords minoritaires
- Combattre les discriminations envers les femmes dans la vie professionnelle,
- Renforcer et garantir la mise en œuvre des mesures de prévention et des mesures concrètes de lutte contre toutes les formes de violences envers les femmes et les enfants
- Lutter contre les exclusions, la précarité et la pauvreté
- En finir avec les discriminations envers les personnes en situation de handicap et leur permettre d'accéder à des services spécialisés si besoin est
- Combattre le racisme et les discriminations en résultant (travail, logement, loisirs...)

PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT ET L'AVENIR DE LA PLANÈTE

- Pour mettre en œuvre le développement durable, objectif global de solidarité envers les plus démunis et les générations futures
- Créer un grand ministère du développement durable et de l'environnement englobant les aspects sanitaires, agricoles et industriels

- Ouvrir un débat national sur les énergies, notamment nucléaire
- Privilégier le développement des énergies renouvelables notamment en termes de recherche et d'investissements
- Développer une politique systématique d'économies d'énergie, réorienter les modes de consommation et d'exploitation des matières premières vers la sobriété et favoriser les éco-constructions
- Réorienter les transports de marchandises vers le rail, la voie d'eau et le cabotage
- Développer sur tout le territoire, et notamment en Ile-de-France, les transports en commun de voyageurs en privilégiant le rail
- Impliquer la France dans le respect strict des objectifs du protocole de Kyoto et la création d'une organisation internationale du type « ONU » de l'environnement
- Développer la production des bio-carburants
- Instituer un moratoire général sur les OGM cultivés en plein champ tout en intensifiant la recherche scientifique dans ce domaine
- Restaurer le bon état écologique des eaux et restreindre l'usage des pesticides, herbicides et autres polluants
- Lutter contre le bruit et les pollutions en appliquant le principe pollueur-payeur

CONFORTER ET MODERNISER LES SERVICES PUBLICS ET LA PROTECTION SOCIALE

- Pour combattre les injustices, assurer l'égalité des droits et l'accès de tous aux services publics, notamment au logement, à l'éducation et à la santé
- Prioriser les actions publiques vers les territoires et les populations qui sont les moins favorisées
- Refuser les normes de rentabilité pour les services publics, mais évaluer régulièrement leur efficacité avec les usagers
- Atteindre dans la législature l'objectif d'un toit pour tous
- Créer un grand service public décentralisé du logement social
- Fixer à 25% le plancher de logements sociaux dans chaque commune, dont un tiers de logement très sociaux, et accroître les pénalités financières avec inéligibilité pour les maires contrevenants
- Plafonner à 25% des revenus, le montant des loyers et des charges dans le parc social public et conventionné
- Créer un service public de la petite enfance avec des places en crèche répondant aux besoins d'accueil
- Assurer la prééminence publique dans l'accès aux biens vitaux (eau, gaz, électricité, communication) et créer un quota de base gratuit pour ces biens
- Réunir EDF et GDF dans un pôle public national de l'énergie
- Pour garantir la tranquillité publique, rétablir la police de proximité et développer les actions pour la prévention de la délinquance, notamment renforcer les moyens de la Protection Judiciaire de la Jeunesse
- Développer le suivi éducatif des mineurs délinquants dans des structures spécialisées
- Dégager les moyens pour une justice plus transparente et équitable, des prisons plus humaines et le développe-

- ment des peines de substitution à la prison, comme le travail d'intérêt général
- Préserver la santé publique par le développement de la prévention, de l'éducation à la santé et de la santé au travail
- Améliorer le taux de remboursement des soins et des médicaments par la sécurité sociale
- Rétablir les élections aux organes de gestion de la sécurité sociale
- Redonner à l'hôpital public, y compris en matière psychiatrique, un rôle et des moyens permettant l'accès de tous à la santé
- Maintenir le réseau national de pharmacies avec des professionnels qualifiés
- Transférer l'assiette des cotisations sociales sur la valeur ajoutée
- Mettre fin à la dégradation du niveau des pensions de retraite et garantir la retraite par répartition à 60 ans à taux plein
- Développer les services, les structures et les actions de professionnalisation pour répondre aux besoins nouveaux résultant du vieillissement
- Garantir une indemnisation satisfaisante du chômage, notamment des intermittents du spectacle

INVESTIR DANS L'EDUCATION, LA CULTURE ET LA RECHERCHE POUR PREPARER L'AVENIR

- Pour permettre au système éducatif d'offrir à chaque jeune un enseignement de qualité, ouvrant sur la citoyenneté, et une perspective de débouché
- Garantir la gratuité de l'enseignement à tous les niveaux d'éducation
- Préserver le caractère de service public et la démocratisation des universités avec des diplômes nationaux et une aide aux étudiants dans le choix des filières
- Renforcer les moyens consacrés à l'éducation, particulièrement dans les quartiers défavorisés, développer l'enseignement des langues étrangères dans le primaire, l'accès aux technologies de l'information et de la communication, et développer une formation de qualité aux métiers manuels
- Renforcer, dans le cadre de l'enseignement public, l'aide spécifique aux enfants en difficulté pour réduire l'échec scolaire et développer l'éducation artistique et sportive à l'école de la maternelle à l'université



- Instituer une dotation d'Etat pour la construction et la rénovation des écoles, inversement proportionnelle à la richesse des communes
- Créer une allocation d'autonomie pour les étudiants et améliorer leurs conditions de logement
- Améliorer le statut des apprentis et des maîtres d'apprentissage, en précisant leur mission pour améliorer les conditions et la qualité des formations
- Pour accroître le potentiel et le rayonnement culturel et scientifique de la France et démocratiser l'accès à la culture :
- Soutenir la création artistique et garantir la liberté de création ainsi que l'exception culturelle
- Créer les conditions de l'accès pour chacun aux œuvres et aux pratiques artistiques
- Revaloriser le service public audiovisuel en favorisant des programmes culturels et la diffusion de la culture scientifique
- Faire de la recherche une priorité nationale, notamment en renforçant l'attractivité, le statut et les salaires des métiers de la recherche
- Créer les conditions du développement et de l'accès de tous au sport

METTRE L'ECONOMIE ET LES FINANCES AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT HUMAIN - FINANCER NOS PROPOSITIONS

- Pour respecter et revaloriser le rôle et les droits des travailleurs dans des entreprises dynamiques, humanisées et moralisées
- Instaurer la sécurité sociale professionnelle avec un droit à la formation tout au long de la vie
- Instaurer un indicateur du bien être et du développement humains servant à guider l'action publique, tel qu'initié par l'ONU
- Favoriser l'orientation du crédit vers les investissements non spéculatifs, créateurs d'emplois et compatibles avec le développement durable
- Créer un pôle financier public orienté vers ce type d'investissements notamment les infrastructures et équipements d'intérêt général et favorisant une politique industrielle
- Plafonner, sous le contrôle des comités d'entreprise, les avantages financiers accordés aux patrons qui quittent une entreprise

- Conditionner les aides publiques et les avantages fiscaux aux entreprises à la conclusion de contrats à durée indéterminée et sanctionner celles qui ont été aidées mais suppriment des emplois
- Accroître le rôle des salariés dans la gestion des entreprises, avec des droits semblables à ceux des actionnaires et renforcer l'inspection du travail
- Pour plus de justice fiscale, de progressivité de l'impôt et dégager les moyens nécessaires aux réformes :
- Supprimer les allègements de l'impôt sur le revenu et de l'ISF accordés aux contribuables les plus aisés depuis 2000
- Fusionner l'impôt sur le revenu et la CSG et rétablir une vraie progressivité
- Asséoir la fiscalité locale des ménages sur les revenus et renforcer la péréquation entre les collectivités locales
- Réorienter la fiscalité vers des objectifs environnementaux et sociaux
- Combattre et réprimer la fraude fiscale, la délinquance financière, la corruption, les paradis fiscaux et les mafias
- Supprimer les stock-options
- Créer une taxe sur les transactions financières (taxe Tobin)

PROMOUVOIR LA PAIX, LE CO-DEVELOPPEMENT – REFUSER LA MONDIALISATION LIBERALE

- Pour bannir la guerre et pour un monde plus juste
- Impliquer la France dans la recherche de solutions négociées aux conflits en cours
- Agir pour le désarmement négocié, notamment nucléaire
- Développer l'aide aux pays en voie de développement pour la lutte contre la faim, la maladie, pour l'éducation et l'accès à l'eau
- Multiplier les actions de co-développement tant sur un plan étatique que des collectivités territoriales
- Agir pour la démocratisation de l'ONU et ses instances dirigeantes, notamment en élargissant le rôle de l'Assemblée générale
- Agir au sein de l'OMC pour des échanges justes et équilibrés
- Développer le commerce équitable

M. Mme :
 adresse :
 approuve(nt) le contenu des dispositions du présent contrat.

Jean-Pierre BRARD et Djénéba KEITA s'engagent à agir pour concrétiser les propositions contenues dans le présent contrat.

Les candidats

Les citoyens

Coupon à renvoyer à :
CCM - 45, rue du Capitaine Dreyfus - 93100 Montreuil

REPONDRE A L'EXIGENCE DEMOCRATIQUE ET SOCIALE EN EUROPE

- Pour que l'Europe puisse redevenir une espérance partagée de progrès,
- Respecter le vote populaire du 29 mai 2005,
- Instaurer le référendum simultané dans tous les pays pour toutes les réformes importantes,
- Renforcer les pouvoirs du Parlement européen élu au suffrage universel en matière législative et budgétaire,
- Participer à la négociation d'un nouveau texte constitutionnel élaboré par le prochain Parlement européen, excluant les dogmes libéraux et politiques sectorielles et soumis à ratification par référendum,
- Harmoniser les réglementations fiscales et sociales dans l'Union, à la majorité qualifiée,
- Agir pour la négociation d'un traité social comportant une clause de non régression,
- Défendre l'augmentation du budget européen, pour permettre l'homogénéisation des conditions économiques dans les 27 pays, tout en combattant le dumping fiscal et social
- Mettre fin à l'indépendance et la BCE et lui fixer le plein emploi comme objectif central,
- Soumettre au Parlement français l'ordre du jour des conseils et des sommets européens.

ENRICHIR NOTRE SOCIETE DE SES DIVERSITES ET BATIR DES PARTENARIATS AVEC LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT

- Créer les conditions sociales et culturelles de l'intégration, d'un accueil digne des immigrants, avec une vision humaine et responsable des mouvements migratoires
- Conclure des accords, si possible au niveau européen, avec les pays d'immigration, sur les modalités de coopération, notamment concernant l'accueil des immigrants
- Mettre fin aux interpellations et aux expulsions des enfants scolarisés sans-papiers et de leurs familles
- Régulariser les sans-papiers
- Abolir la double peine
- Abolir les lois donnant aux maires des pouvoirs de contrôle et de signalement attentatoires à la vie privée
- Aider à la mise en œuvre d'un projet personnel donnant la possibilité, aux travailleurs immigrés qui le souhaitent, de rentrer au pays
- Humaniser les procédures d'asile

M. Mme :
 adresse :
 approuve(nt) le contenu des dispositions du présent contrat.

Jean-Pierre BRARD et Djénéba KEITA s'engagent à agir pour concrétiser les propositions contenues dans le présent contrat.

Les candidats

Les citoyens